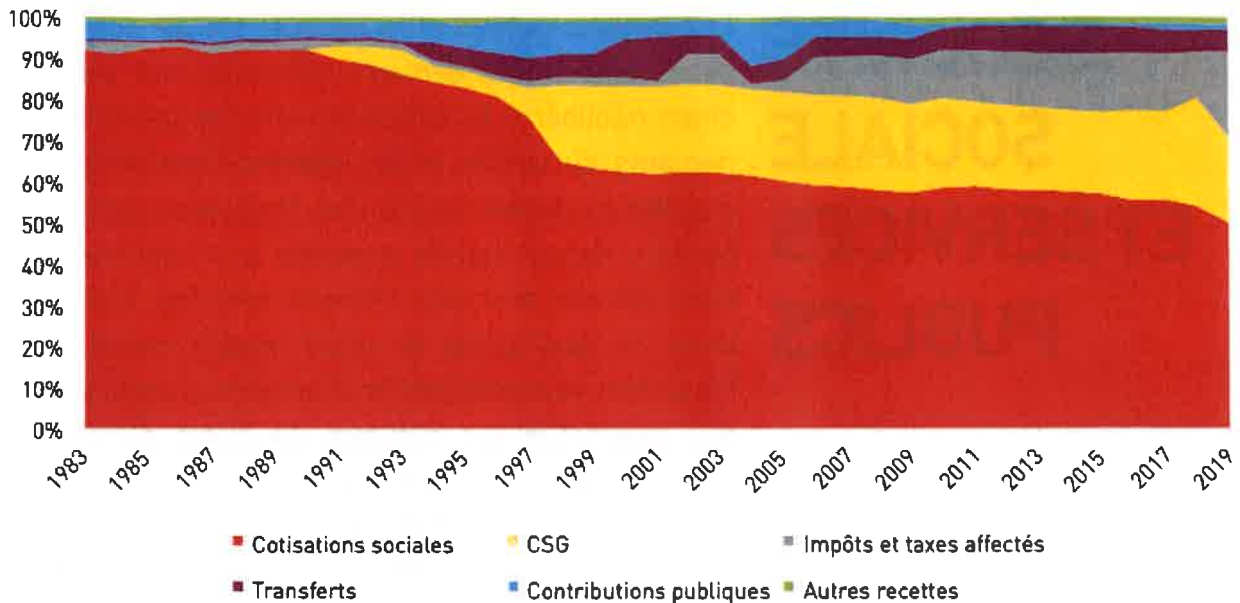


## Chapitre III / **SÉCURITÉ SOCIALE ET SERVICES PUBLICS**

Les services publics et la Sécurité sociale sont sans conteste les derniers remparts face au chaos néolibéral. La collusion entre les gouvernements successifs et les intérêts financiers, couplée au dogme du marché, fragilisent cette barrière depuis bientôt quarante ans. Les années Macron sont une nouvelle tentative, violente, de destruction de notre modèle social. Réduction du nombre de fonctionnaires, recours aux contractuel-le-s, réforme du statut de la fonction publique, réforme de l'assurance chômage, projet de réforme des retraites, projet de revenu universel d'activité... Rien n'est épargné. Afin de défendre au mieux notre modèle de protection sociale ainsi que nos services publics, il est utile d'avoir à l'esprit un état des lieux, loin d'être exhaustif, de la situation. Il permet à la fois de mettre l'accent sur les points morts des politiques publiques, la dégradation des services publics mais également de noter l'efficacité d'institutions qui, tant bien que mal, résistent au néolibéralisme. L'intervention publique reste de loin la meilleure arme pour lutter contre la pauvreté, les inégalités. Elle reste également le meilleur outil d'un développement économique soutenu et harmonieux sur le territoire. Encore faut-il une solide vision et une volonté politique. Les services publics et la Sécurité sociale sont notre bien commun et forment le liant entre tous les citoyens. Les défendre et les développer : voilà le projet que nous portons.

## Financement de la Sécurité sociale: le paritarisme en danger

### Structure des recettes du régime général de la Sécurité sociale



Source: Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Note de lecture: En 2019, 50,2 % des recettes du régime général de la Sécurité sociale proviennent des cotisations sociales.

Depuis la création de la CSG en 1991, les impôts de différentes formes n'ont cessé de prendre de l'ampleur dans le financement de la Sécurité sociale. Aujourd'hui, 41,6 % des recettes de la Sécurité sociale sont issues des impôts (impôts et taxes affectés et CSG). En contrepartie, la part des cotisations sociales n'est plus que de 50,2 % contre plus de 92,2 % en 1990. Ce basculement n'est pas sans conséquences.

#### La CSG ne permet pas d'acquiescer des droits !

Aucun droit n'est associé à la CSG et aux impôts et taxes affectés à la Sécurité sociale, contrairement aux cotisations sociales. On passe donc d'un système assurantiel à un système assistanciel dans lequel la Sécurité

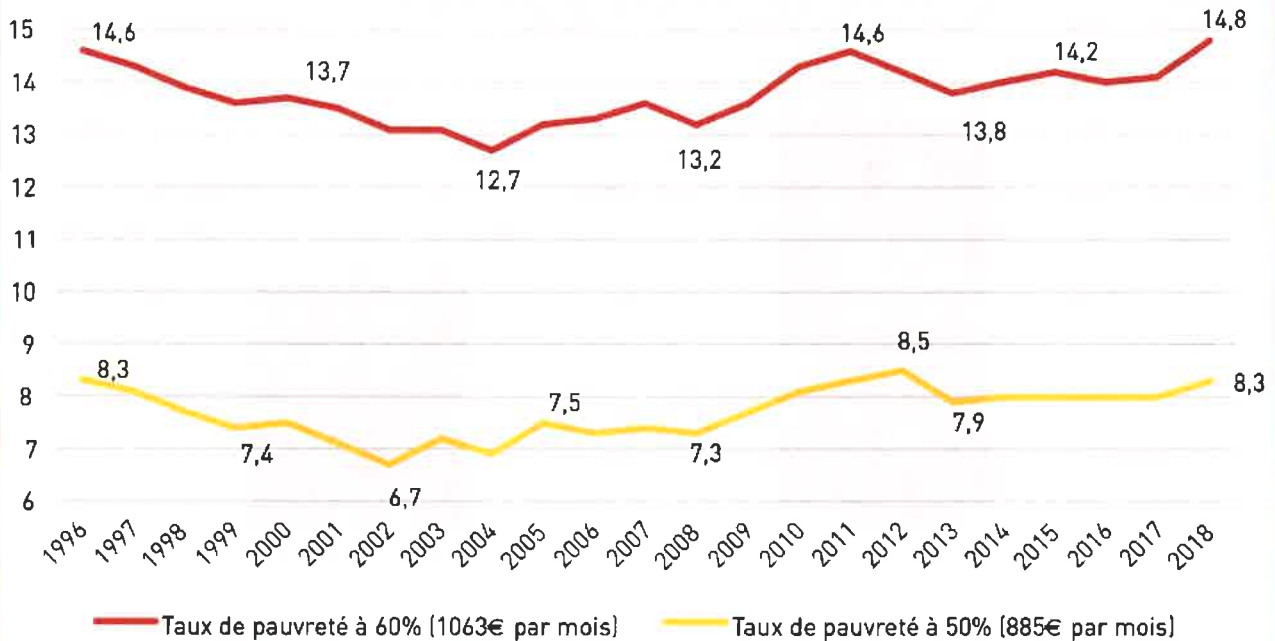
sociale est laissée au bon-vouloir des gouvernements. Nous ne pouvons laisser faire ça. La Sécurité sociale n'est pas un cadeau, c'est un droit !

#### Une remise en cause du paritarisme

Ce basculement sert également à justifier l'autoritarisme du gouvernement et le balayage de la logique paritaire pour ce qui a trait à la protection sociale – preuve en est avec la réforme de l'assurance chômage. La crise du coronavirus démontre d'ailleurs que cette réforme imposée par le gouvernement est totalement déconnectée de la réalité et est inapplicable. C'est pourquoi nous revendiquons le retour à un financement de la Sécurité sociale quasi-exclusivement par les cotisations sociales.

## Taux de pauvreté: triste record d'Emmanuel Macron

### Évolution du taux de pauvreté depuis 1996 (en %)



Source: Insee

Note de lecture: Le taux de pauvreté à 60 % du revenu médian est passé de 14,1 % en 2017 à 14,8 % en 2018.

### Un triste record qui en appelle d'autres

Le taux de pauvreté s'établit à 14,8 % en 2018. C'est le nombre le plus élevé de personnes en situation de pauvreté depuis plus de vingt ans. Selon l'Insee, ce sont 9,3 millions de personnes qui sont désormais en situation de pauvreté monétaire. Cette augmentation est directement imputable aux politiques gouvernementales, qui diminuent les ressources des plus faibles quand les patrimoines des plus aisés explosent. Les projets de réforme (assurance chômage, « revenu universel d'activité ») vont encore aggraver la situation des plus fragiles, sans compter la crise sanitaire et économique qui devrait faire exploser les chiffres de la pauvreté.

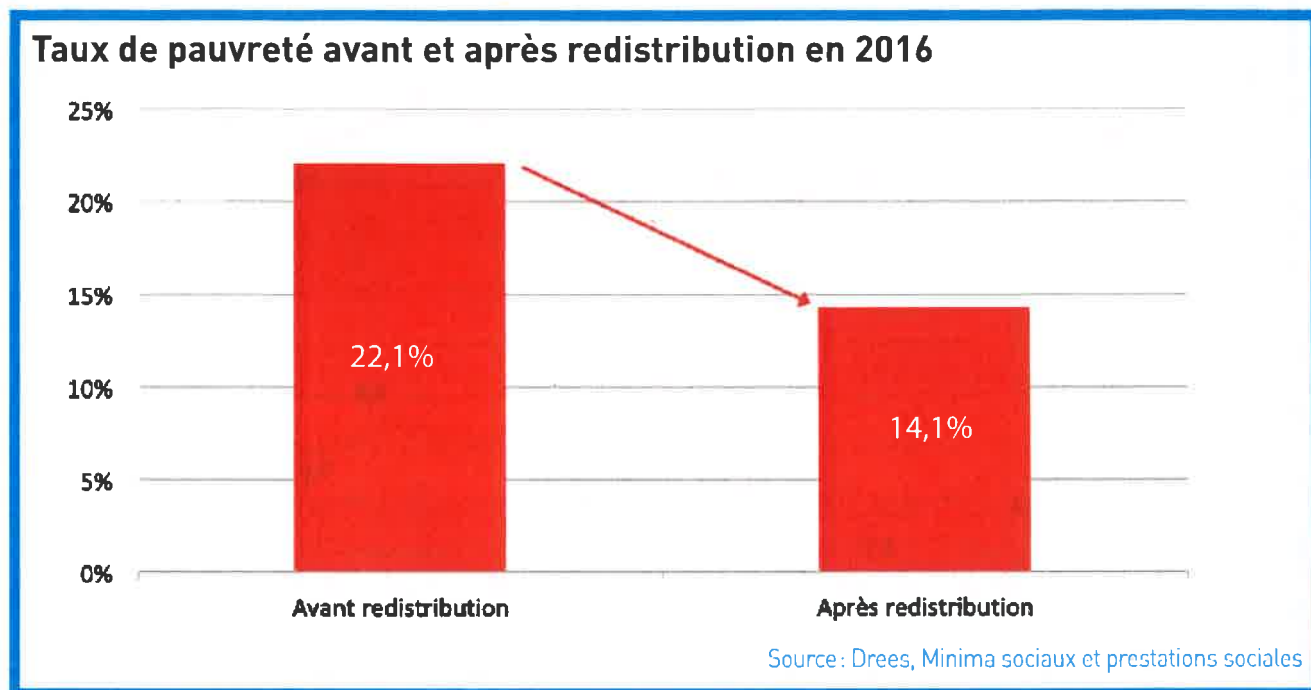
Les associations de lutte contre la pauvreté s'attendent à plus d'un million de pauvres supplémentaires. La crise ne fait qu'exacerber les inégalités et fragiliser davantage les

plus pauvres. Toute notre attention devrait être portée sur la lutte contre la pauvreté, pourtant pas un centime n'a été consacré à cette cause dans le cadre du plan de relance.

### La pauvreté n'est pas une fatalité, c'est une question de volonté politique

Nous avons formulé des propositions pour éradiquer la pauvreté. Elles diffèrent bien évidemment de ce que prépare le gouvernement. Seul un programme ambitieux de développement de l'emploi pour tou-te-s et une revalorisation des prestations sociales (financées notamment par la redistribution des richesses) permettront de sortir durablement de la pauvreté. Éradiquer la grande pauvreté coûterait environ 10 milliards, soit ce que va nous coûter la baisse des « impôts de production » du plan de relance. C'est une affaire de choix politique, et il y a urgence.

## La grande efficacité de la redistribution pour lutter contre la pauvreté



En 2017, le taux de pauvreté est passé de 22,1 % à 14,1 % après redistribution.

*« On met un pognon de dingue dans les minima sociaux, les gens ils restent quand même pauvres » Emmanuel Macron, juin 2018*

Heureusement, contrairement à ce que laisse entendre le président de la République, la protection sociale a bien un effet, et pas des moindres ! Évidemment, on ne peut se satisfaire d'un taux de pauvreté de 14,1 %, mais la réduction de la pauvreté de l'ordre de 36 % grâce au système de protection sociale est à souligner !

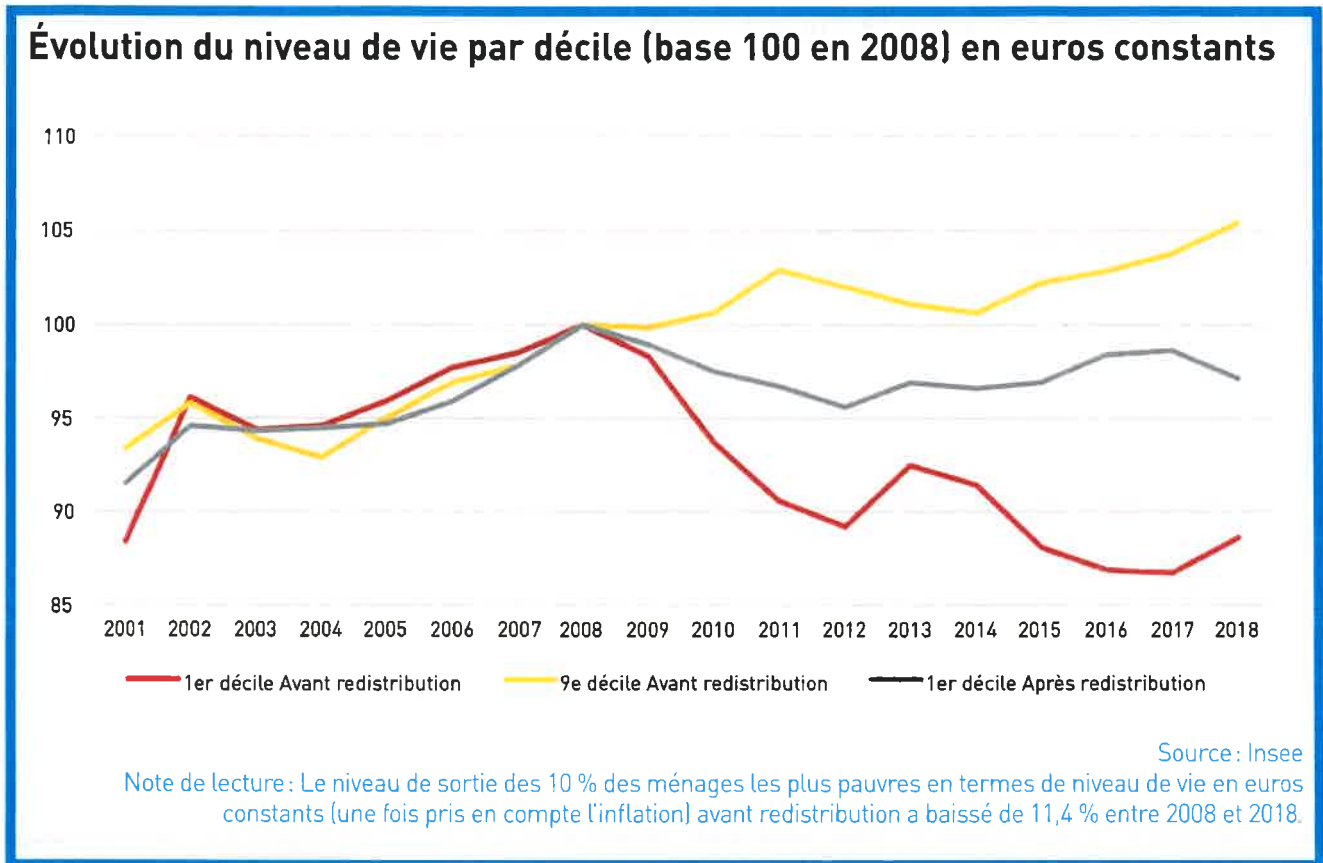
Pour certains types de ménages comme les familles monoparentales avec un enfant, la redistribution permet de réduire la pauvreté de 44 %.

### Niveau inquiétant des inégalités primaires

« On est dans le curatif » disait Emmanuel Macron, on pourrait lui donner raison mais certainement pas dans le sens où il l'entend. En effet, la redistribution sert aujourd'hui à nous « guérir » en partie des inégalités primaires (avant redistribution) qui ne cessent de s'accroître. Plus d'un·e français·e sur cinq serait pauvre sans la redistribution. La pauvreté toucherait 61,5 % des familles monoparentales avec deux enfants.

Face à des inégalités d'une telle ampleur, la redistribution ne peut être qu'un palliatif. Le véritable enjeu, c'est de limiter l'accroissement des richesses pour les plus riches, *via* notamment un salaire maximum et surtout une plus forte taxation sur les patrimoines, et d'augmenter les revenus des moins riches, *via* l'augmentation des salaires et des minima sociaux.

## Besoin de redistribution et de prestations sociales



### Un niveau de vie avant redistribution inférieur à 2001 pour les plus pauvres

Avant redistribution, le niveau de vie des 10 % les plus pauvres est 11,4 % plus faible qu'en 2008. Il est même plus faible qu'en 2001. Par comparaison, le niveau de vie des 10 % les plus riches avant redistribution est 5,4 % plus élevé qu'en 2008 et 12,8 % plus élevé qu'en 2001.

### Un besoin de redistribution accru

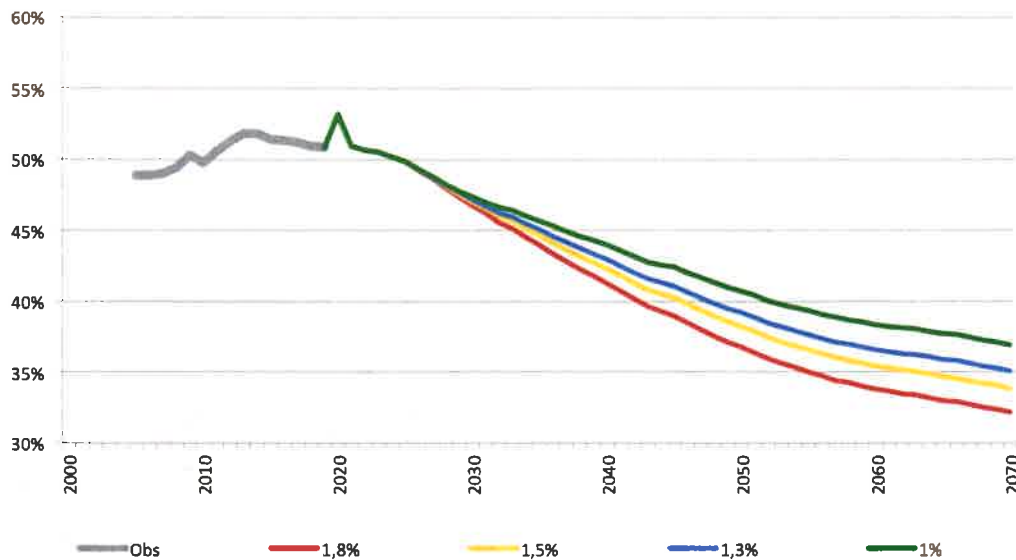
Il est d'usage chez les libéraux-les de désigner la « générosité » de notre modèle social comme responsable de l'explosion des dépenses publiques et de la dette. Les chiffres exposés ci-dessus montrent une

tout autre réalité. Notre modèle social n'est pas plus généreux, simplement il y a davantage de besoins car il est de plus en plus difficile de vivre de son travail en France. Par rapport à 2008, même après redistribution, le niveau de vie des ménages du 1<sup>er</sup> décile a baissé (de 3,1 %), preuve que la « générosité excessive » de notre modèle social est une fable.

La conception de la Sécurité sociale des libéraux-les est opposée à la nôtre. Ils considèrent comme un mal nécessaire de laisser toute une partie de la population sur le bas-côté. Des miettes leur sont donc « accordées », de quoi assurer leur survie et une fragile paix sociale... jusqu'à quand ?

## Il est impératif de renforcer notre système de retraites

### Pension moyenne de l'ensemble des retraités (en % du revenu d'activité moyen brut)



Sources : projections COR et comptes nationaux de l'Insee – novembre 2020.

Note de lecture : en 2019, le montant brut moyen de pension de l'ensemble des retraités de droit direct représente 50,8 % du revenu d'activité moyen (hors activité partielle). Les différents scénarios correspondent aux hypothèses de croissance de la productivité du travail.

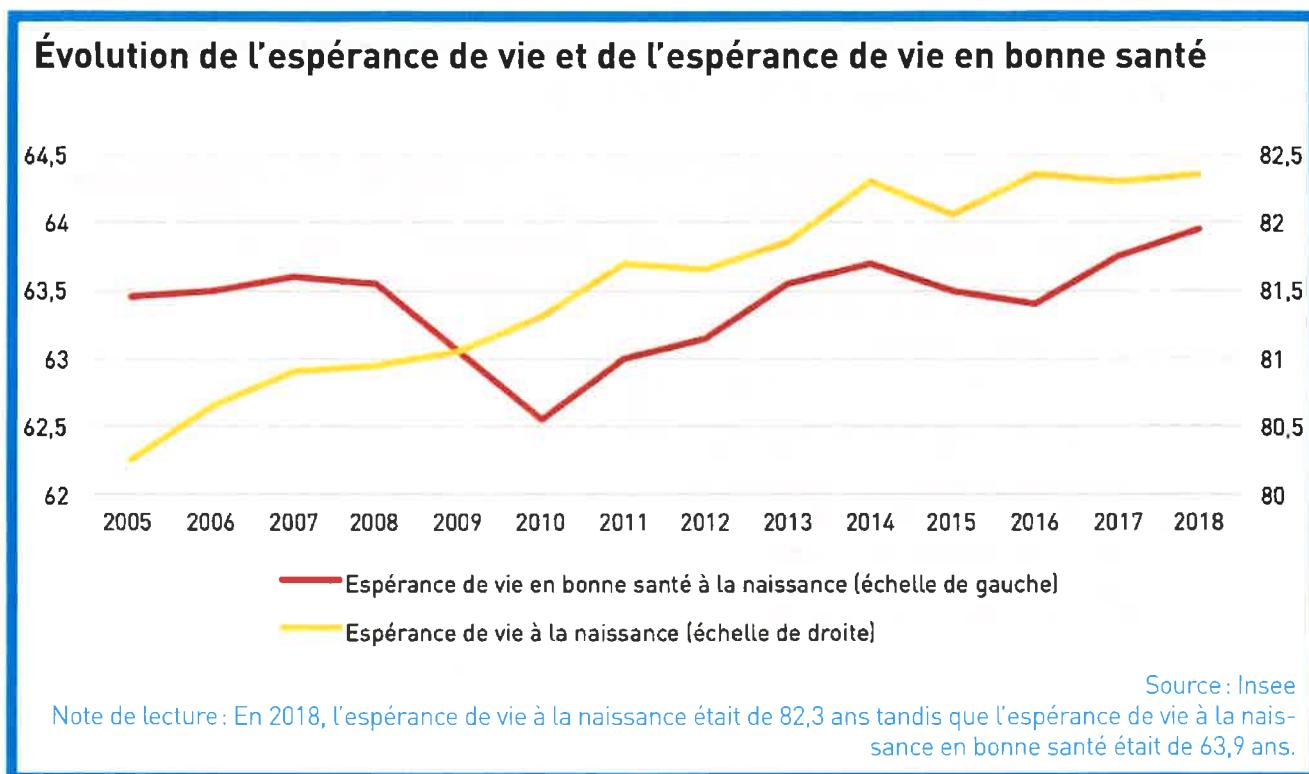
### Le problème du système de retraites n'est pas budgétaire

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire et économique qui a engendré une forte baisse des cotisations retraites et donc un déficit de notre système de retraites. Pour les fétichistes de l'équilibre, ce problème conjoncturel est une aubaine pour de nouveau appeler à une réforme structurelle et budgétaire de notre système de retraites. Focalisé-e-s sur l'équilibre budgétaire, elles et ils oublient que le vrai problème de notre système de retraites, c'est la baisse annoncée du niveau des pensions par rapport aux revenus des actifs.

### Il faut renforcer notre système des retraites

Cette baisse des pensions conduit celles et ceux qui le peuvent à se constituer un complément de retraites *via* des organismes privés de prévoyance, cela crée une Sécurité sociale à deux vitesses. Forts de ce constat, nous n'avons jamais défendu le *statu quo* mais au contraire appelé à une réforme des retraites pour améliorer notre système de retraites et assurer son financement et des pensions décentes, notamment en assurant un minimum de pension au niveau du Smic pour une carrière complète.

## Nous vivons plus longtemps... mais dans quelles conditions ?



### Vivre plus longtemps, oui, mais surtout en bonne santé !

Le gouvernement voulait faire de l'espérance de vie un indicateur sur lequel indexer la durée de cotisation. Or ce qui nous intéresse c'est surtout l'espérance de vie en bonne santé : à quoi bon vivre plus longtemps si c'est dans des conditions très dégradées ? Ce que montre le graphique, c'est que l'espérance de vie en bonne santé stagne alors que l'espérance de vie continue d'augmenter.

### Finir sa carrière en mauvaise santé, pas question !

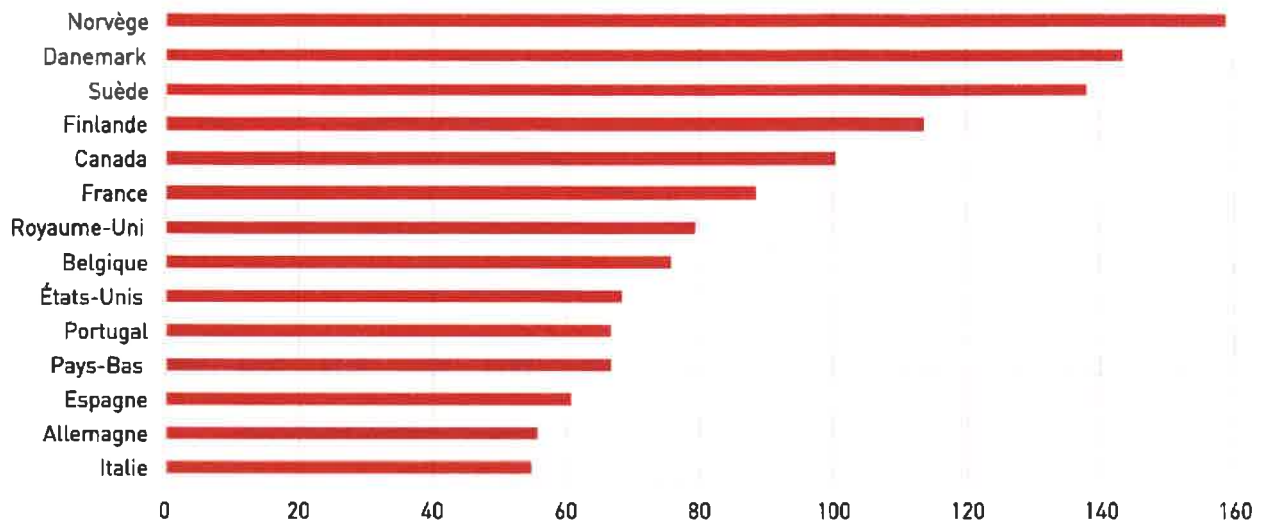
Il s'agit ici d'une moyenne, dans le détail, l'espérance de vie en bonne santé est de 64,5 ans pour les femmes et de 63,4 ans pour les hommes. Pour certaines profes-

sions, fortement concernées par la pénibilité, l'espérance de vie en bonne santé est encore inférieure à ce chiffre. Dès à présent, des travailleur·se·s partent en retraite en mauvaise santé du fait de la pénibilité de leur travail et de l'usure provoquée par l'allongement des carrières. Ce n'est pas acceptable. Revendiquer le partage du temps de travail et la retraite à 60 ans, c'est aussi revendiquer le droit à profiter de la vie à la retraite.

Pour autant, un départ anticipé n'est qu'un palliatif qui ne répare en rien la dégradation de la santé causée par le travail. En amont de ces maladies professionnelles, il est donc prioritaire de lutter âprement contre la pénibilité au travail pour préserver la santé des travailleur·se·s.

## L'emploi public : moteur du développement économique

### Emploi dans les APU\* pour 1 000 habitant·e·s



Source : OCDE ; \*APU = administrations publiques (intégrant les contractuel·le·s)

Note de lecture : En France, en 2015, dans les administrations publiques, on comptait 88,5 emplois pour 1 000 habitants

### L'emploi public souvent extrapolé

Le corps politique, et avec lui les économistes libéraux·les, répètent à qui veut l'entendre que la France compte « *trop de fonctionnaires* ». Les chiffres démontrent une réalité bien différente. En 2015, on comptait en France 88,5 emplois dans les administrations publiques pour 1 000 habitant·e·s. C'était 158,5 en Norvège – soit près de 80 % de plus. On remarque que les pays nordiques, souvent cités en exemples en termes de discipline budgétaire, monopolisent les premières places du classement. L'emploi public est donc loin d'être incompatible avec des finances saines, comme le laisse penser le gouvernement.

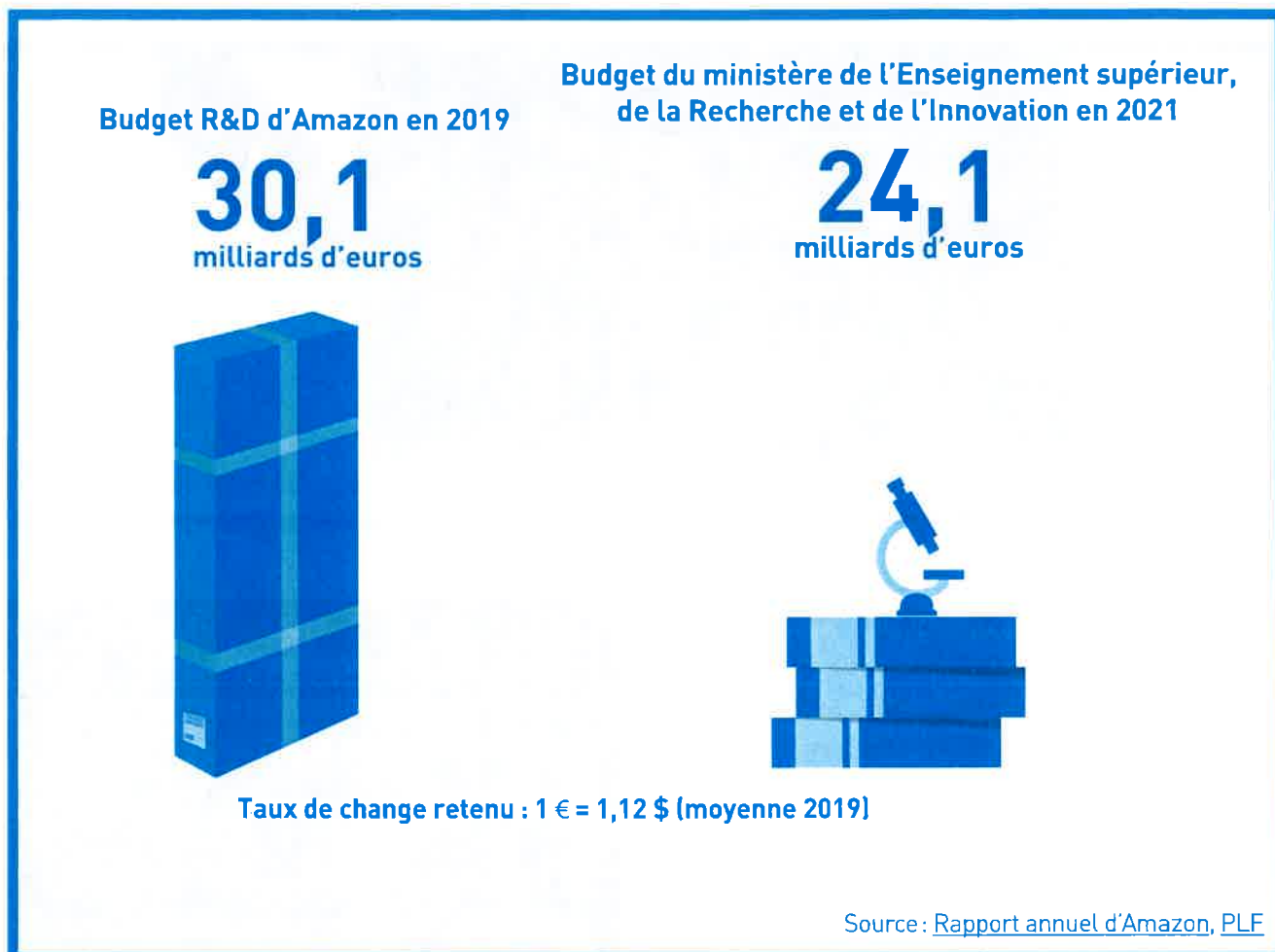
### L'importance de la fonction publique

La crise sanitaire a une nouvelle fois montré le rôle primordial et l'importance des

fonctionnaires et du secteur public. Cette crise rappelle également que des décennies de casse des services publics ne peuvent être réparées en quelques mois. Les services publics assurent un accès équitable aux éléments les plus fondamentaux comme l'éducation, la santé ou encore la justice. Ils sont donc un pilier de l'économie et de la cohésion sociale. Il y a un lien direct entre le nombre d'emplois publics, la réduction des inégalités, les performances scolaires et la qualité de la croissance. La Norvège a ainsi l'IDH (indice de développement humain) le plus élevé au monde. Contre la raison économique, l'idéologie libérale nous conduit à préférer dépenser des dizaines de milliards en exonérations de cotisations sociales et baisses d'impôt pour les entreprises plutôt que de développer l'emploi public.



## La recherche publique à l'abandon



### Des chercheurs précaires

La LPPR<sup>1</sup> accentue la soumission de la recherche publique aux exigences et aux règles du privé. Elle acte également la précarisation des doctorant·e·s et postdoctorant·e·s. Ce mépris de l'enseignement supérieur et de la recherche n'est pas sans conséquence. De fait, le budget recherche et développement d'Amazon est désormais supérieur au budget du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de la France.

### La recherche française à l'agonie

Cette régression de la recherche publique au profit du privé est une perte de souverai-

neté. Pour preuve, les travaux de recherche sur les coronavirus qui avaient été drastiquement réduits au début des années 2000, faute de moyens. Autre élément marquant, la dernière prix Nobel de physique, Emmanuelle Charpentier, fait ses recherches en Allemagne et avait indiqué que « *la France aurait du mal à [lui] donner les moyens qu'elle a eu en Allemagne* ». Un tel aveu de faiblesse de la part de la France est inacceptable. Il est urgent de retrouver la voie d'une recherche publique ambitieuse et financée au service de l'intérêt général.

1. Loi de programmation pluriannuelle de la recherche.

## L'abandon des étudiant-e-s



En temps normal, les étudiant-e-s doivent déjà faire face à de nombreuses difficultés, notamment financières, qui sont autant d'obstacles à leur réussite scolaire.

Le confinement a amplifié ces difficultés du fait de la suppression des « jobs » étudiants par exemple. Quand près de trois quarts des étudiant-e-s travaillent pour financer leurs études, on comprend bien l'impact sur leurs finances. Pour 16,8 % des étudiant-e-s, le premier confinement a provoqué des difficultés financières plus difficiles qu'à la normale.

Parmi le tiers des étudiant-e-s qui ont eu des difficultés financières, plus de la moitié ont eu des difficultés pour subvenir aux dépenses alimentaires. Comment étudier sereinement le ventre vide ?

### Les oublié-e-s du gouvernement

Les difficultés ne s'arrêtent pas à l'aspect financier. Étudier à distance est un exercice au combien difficile, en particulier pour les nouveaux·lles étudiant-e-s. La moitié d'entre

**35,9 %** des étudiant-e-s se sentaient souvent ou en permanence épuisé-e-s durant le premier confinement

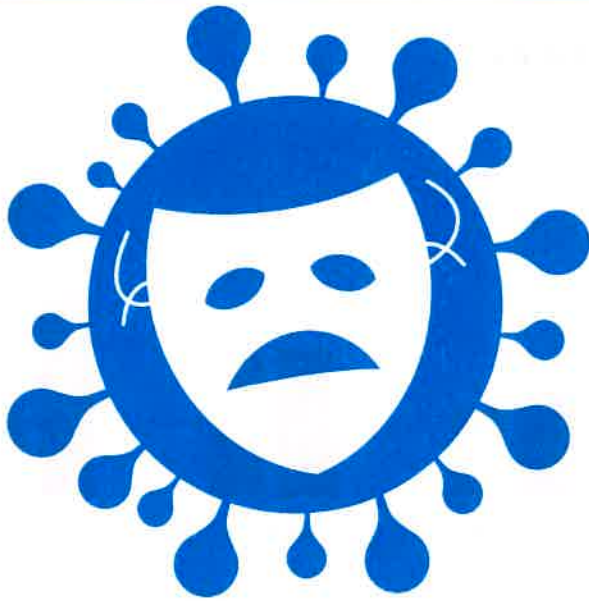
**51 %** des étudiant-e-s ont eu des difficultés dans l'organisation de leur travail personnel et de leur temps

elles et eux ont ressenti un sentiment de solitude ou d'isolement durant le premier confinement, le deuxième n'a pu qu'aggraver la situation.

Comment vouloir préparer « l'économie de demain » si on sacrifie le service public d'enseignement supérieur et laisse à l'abandon plus de 2,7 millions d'étudiant-e-s ?

Face au sacrifice de cette génération, le gouvernement n'a apporté aucune réponse. Une allocation permettant aux étudiant-e-s de se concentrer sur leurs études sans avoir à travailler à côté en serait une première.

## 2020, année noire pour la culture



# 74 %

**Impact\* du Covid  
sur le chiffre d'affaires  
du spectacle vivant en 2020**

\* Estimation faite durant l'été 2020 avec l'hypothèse qu'il n'y aurait pas de reconfinement en 2020. L'impact réel est donc sans aucun doute plus important encore.

Sources : Insee, MCC, DGCA, Entretiens, Questionnaire.

Traitement des données : Département des études, de la prospective et des statistiques du Ministère de la Culture.

### **La culture, grande victime des restrictions sanitaires**

Le spectacle vivant repose sur l'interaction entre les artistes et leur public. Cette interaction a été mise à mal par le coronavirus et ainsi le spectacle vivant a subi de plein fouet les fermetures et restrictions administratives. L'impact est donc colossal, avec trois quarts d'activité en moins, alors même que le deuxième confinement n'était pas envisagé.

La culture dans son ensemble a été touchée par la situation sanitaire, avec un impact estimé en juillet 2020 à 25 % du chiffre d'affaires pour l'année 2020.

### **Aider la culture, une priorité**

Contrairement à ce que disent les classifications administratives, la culture est un secteur essentiel à divers titres et est

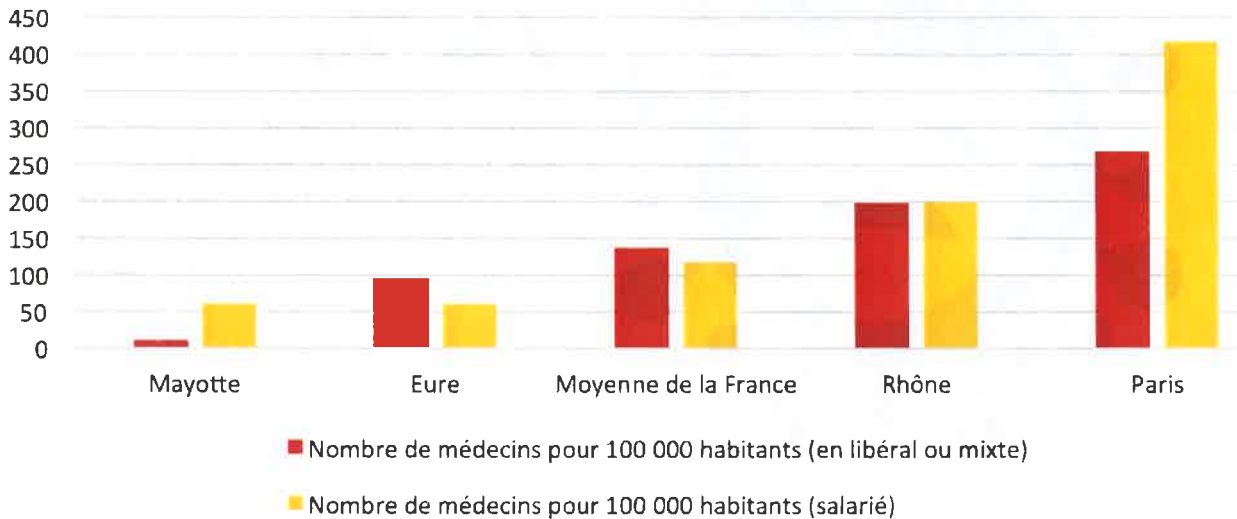
indispensable à l'émancipation des citoyen-ne-s. Le monde de la culture, qui repose essentiellement sur des travailleur-se-s précaires et des petites structures, ne se relèvera pas seul d'un choc d'une telle ampleur.

L'État doit donc s'assurer que la crise sanitaire et économique ne cause pas de dommages irréparables sur le monde de la culture. Le risque est une concentration du secteur, au profit des plus gros acteurs de la culture, ce qui engendrerait une standardisation culturelle et porterait atteinte à l'exception culturelle française.

**POUR ALLER PLUS LOIN :** Voir [Les impacts de la crise sanitaire sur le secteur culturel](#)

## Accès à la médecine: l'abandon des pouvoirs publics

### Densité médicale : des écarts inquiétants



Source : CNOM 2018

### L'État ne compense pas les inégalités territoriales liées à la liberté d'installation de la médecine libérale

Étant donné la liberté d'installation dont jouissent les médecins, il est logique de voir des inégalités dans la densité des effectifs de médecins en exercice libéral ou mixte. Ainsi, le climat des Alpes-Maritimes attire de nombreux·ses médecins, c'est donc le département (hormis Paris) qui a la plus forte densité de médecins en libéral ou exercice mixte. Cependant on peut penser que le rôle de l'État est de compenser, au moins en partie, ces inégalités « naturelles ». Il ne fait en réalité que les accentuer.

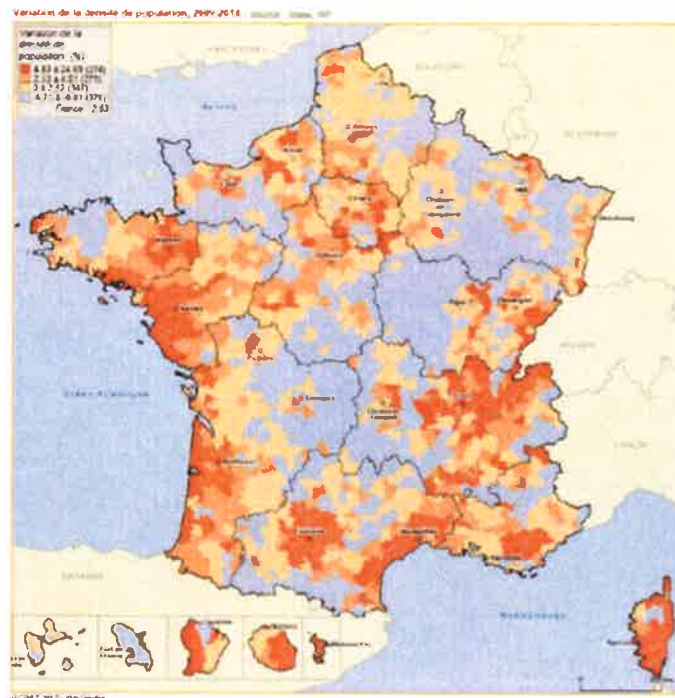
### Un indicateur révélateur de l'abandon de l'Outre-mer

Concernant la médecine libérale et mixte, Mayotte dispose de 9 fois moins de médecins que l'Eure, département métropolitain le moins bien doté. Comme le montre le graphique, l'État ne corrige nullement ces inégalités. En termes de médecins salarié·e·s, les Mahorais·es sont également parmi les 3 territoires français à la plus faible densité.

On trouve aujourd'hui des départements qui ne comptent qu'un·e seul·e médecin sur certaines spécialités. Ce n'est pas acceptable !

**Entre 2017 et 2018**, le nombre de généralistes en activité régulière dans la Creuse a chuté de **7,30 %** alors qu'il s'agissait déjà d'un des départements les moins dotés.

## Des territoires à l'abandon



Source : Observatoire des territoires

Issu de : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-03/20190320-acces-services-publics-territoires-ruraux.pdf>

### Des faibles perspectives pour la jeunesse

On entend parfois parler de « diagonale du vide » pour parler des territoires ruraux entre les Landes et la Meuse. Ce sentiment de « vide » risque de s'accroître. En effet, alors même qu'il s'agissait déjà des départements les moins densément peuplés, ce sont également ceux qui ont perdu le plus d'habitants, relativement à leur population, entre 2009 et 2014. C'est notamment le résultat de départs massifs de jeunes sans perspectives professionnelles dans leur département d'origine.

Par exemple, tandis que le taux de pauvreté chez les moins de 30 ans était de 16,5 % en 2017 dans le département de Paris, il frôlait ou dépassait les 25 % pour une bonne partie de départements qui se dépeuplent.

### L'urgence de revitaliser ces territoires

On a donc un vieillissement de la population, et la tendance sera de plus en plus difficile à inverser. Pour contrer cette situation, les pouvoirs publics doivent agir pour revitaliser ces territoires. Selon la Cour des comptes, entre 2013 et 2017, le nombre d'écoles rurales a été réduit de 5,31 %, soit plus de 1 000 fermetures d'écoles en cinq ans. En ce qui concerne les services de la Direction générale des finances publiques, même traitement : 5,6 % de réduction entre 2011 et 2016. Il faut absolument stopper cette hémorragie et au contraire redéployer des services publics au plus près des usagers afin de créer de l'emploi local et lutter contre le sentiment d'abandon de ces territoires par les pouvoirs publics centraux. Le développement des petites lignes ferroviaires est également un levier à activer par les pouvoirs publics pour mettre fin à l'enclavement de ces territoires.

